Extraits de l'entretien de M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et européennes, avec "Aujourd'hui en France" le 27 août 2011, sur l'évolution de la situation militaire et politique en Libye et l'aide à la reconstruction du pays, la Syrie, et la crise financière dans la zone euro.

2011-08-27

Q - En Libye, la victoire est-elle acquise ?

R - Elle le sera lorsque toute menace de violence contre les populations civiles aura été écartée et lorsque Kadhafi aura été neutralisé. Les Libyens sont très proches de la victoire totale, mais l'Otan ne doit pas baisser la garde.

Q - On a parlé d'une guerre personnelle pour Nicolas Sarkozy. Quel a été le déclic de cette décision ?

R - Il faut l'inscrire dans une orientation nouvelle, et très ambitieuse, de la diplomatie française. L'exigence de démocratie et de respect des droits de l'Homme prévaut désormais pour nous sur toute fausse exigence de stabilité. On nous a reproché du retard à l'allumage lorsque se sont déclenchées les manifestations du Printemps arabe. Il est vrai que, pendant longtemps, nous nous sommes un peu laissé intoxiquer par ceux qui disaient que les régimes autoritaires sont le meilleur rempart contre l'extrémisme. C'est fini. Notre ligne, qui a déjà prévalu en Côte d'Ivoire, c'est de privilégier les aspirations des peuples et la protection des populations civiles.

Q - Pourquoi cette nouvelle doctrine ne s'applique-t-elle pas à la Syrie ?

R - Mais elle s'applique intégralement à la Syrie ! La France a dit, la première, que Bachar al-Assad devait quitter le pouvoir. Elle est à la pointe de la mobilisation internationale pour faire pression sur le régime par des sanctions politiques et financières. L'intervention militaire n'est évidemment pas envisageable aujourd'hui, car il nous faut tenir compte de la situation régionale et internationale du dossier syrien. La première différence avec la Libye, c'est qu'il n'y a pas de mandat international : nous n'allons pas sous notre propre responsabilité nous lancer dans une opération militaire ! La Russie mais aussi la Chine, le Brésil ou l'Inde s'y opposent.

Q - Comment la France va-t-elle accompagner la transition en Libye ?

R - La conférence des amis de la Libye que nous organisons le 1er septembre a pour objectif la reconstruction du pays. Nous attendons que le Conseil national de transition précise sa feuille de route politique et formule ses demandes. Il faut bâtir un État de droit, remettre en route la production pétrolière

Q - La France sera prioritaire dans les marchés de la reconstruction ?

R - Nous serons sur les rangs : le CNT vient de déclarer qu'il s'adresserait prioritairement aux pays qui l'ont aidé. Quand on m'interroge sur le coût de l'opération - le ministère de la Défense parle de 1 million d'euros par jour -, je fais remarquer que c'est aussi un investissement sur l'avenir. Les ressources du pays ont été confisquées par Kadhafi, qui a accumulé des stocks d'or. Cet argent doit servir au développement de la Libye. Une Libye prospère sera un facteur d'équilibre pour toute la région.

Q - Y a-t-il un risque islamiste ?

R - Oui. Partout. Il y en a un en Tunisie, en Egypte, en Syrie Mais ne stigmatisons pas a priori tous ceux qui se qualifient d'islamistes, il y a des gens attachés à l'islam, et en même temps prêts à accepter les règles de base de la démocratie.

Q - Les Américains tirent la couverture à eux. Cela vous agace ?

R - C'est humain. Mais c'est nous, la France et la Grande-Bretagne, qui avons fait le job. C'est clair.

Q - Avec la tempête financière qui dure, la Zone euro est-elle en danger ?

R - C'est une crise de surendettement mondial, on a vécu à crédit partout. La situation reste fragile. Quand on reproche au président de la République d'être en décalage par rapport à ce qu'il disait en 2007, je suis stupéfait : c'est comme s'il n'y avait pas eu, en 2008, la plus grave crise économique depuis un siècle. Il est normal de s'adapter aux circonstances nouvelles. Pour un État comme pour un ménage, le surendettement est mortel. Il faut donc serrer les dépenses et se procurer des recettes supplémentaires, ne pas laisser déraper les déficits. ().source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 30 août 2011

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/182880-extraits-de-lentretien-de-m-alain-juppe-ministre-des-affaires-etrange